

Correction - Texte de Tocqueville

1. Pourquoi Tocqueville envisage-t-il la possibilité de tenir un propos contradictoire ?

Tocqueville met en évidence un paradoxe qui pourrait être compris comme une contradiction : le peuple (en tant que majorité) est la source de légitimité du pouvoir mais cela ne justifie pas n'importe quelle décision prise par cette dernière. Il met en évidence le risque d'engendrer un abus de pouvoir par la majorité.

2. Pourquoi oppose-t-il la loi d'un pays et la justice ? Est-ce à dire que la loi prononcée est injuste ?

La loi d'un pays est particulière, elle est produite par les autorités législatives d'un pays particulier. Elle est donc tributaire des opinions et des intérêts de ces dernières. Quand bien même le souci de justice est réel, il rentre en concurrence avec les coutumes, les usages et les croyances collectives d'une société donnée. À l'inverse, la justice se définit par le souci de la valeur indépendamment des intérêts, voire contre eux. Cette divergence est déplorable mais en même temps elle permet de demander la progression des lois vers cet idéal de la justice.

3. Comment pourrait-elle limiter le droit de chaque peuple ? En quoi consiste ce dernier ?

Dans une démocratie, le peuple est souverain dit-on, sa majorité ou ses représentants. De ce fait le peuple est la source de la légitimité des autorités législatives. Comme nous le disions, le peuple n'est pas une abstraction mais une somme d'individus qui partagent une culture, des intérêts sociaux et des passions de toutes sortes. La justice est une somme de valeurs qui ne dépendent pas de tel ou tel peuple mais de la nature humaine, elle en défend les droits fondamentaux indépendamment des usages et croyances culturels. Les décisions populaires peuvent être injustes au regard de ces droits fondamentaux.

4. De qui la justice est-elle la loi ?

La justice n'est la loi de personne. Elle est conçue comme étant la somme des valeurs et des droits les plus compatibles avec la nature humaine, sa vulnérabilité mais aussi sa liberté. Elle inspire ou juge mais elle ne régit pas directement.

5. Quand Tocqueville envisage-t-il la possibilité de désobéir à la loi d'un pays ? En quel sens cette désobéissance est-elle légitime ?

Dans la continuité de ce que nous disions plus haut, une loi positive, particulière, peut se révéler injuste au regard de ces valeurs, il est alors légitime de lui désobéir car un individu est d'abord un être humain avant d'être un sujet politique, selon Tocqueville. Si le souverain commande une barbarie au nom de la loi, il convient de rester humain et de lui désobéir. Le souverain est celui qui détient le pouvoir réel, dans une démocratie c'est la majorité qui commande et mérite donc le nom de souverain.

6. Quelle comparaison Tocqueville met-il en place dans ce paragraphe ?

Tocqueville compare la majorité issue du peuple à un tyran dans la mesure où il est celui qui impose sa volonté à ceux qu'il gouverne, ici la majorité elle-même mais aussi la minorité. La majorité désigne l'union des êtres humains citoyens d'un pays qui se reconnaît de larges intérêts et croyances communes, des usages et un mode de pensée, un socle culturel et social. Mais la société est toujours hétérogène, elle abrite des individus ou de petits groupes qui ne se reconnaissent pas dans la majorité. La différence entre un régime tyrannique et une démocratie réside justement dans le fait qu'aucune cruauté n'est exercée contre les citoyens, quels que soient leur pensée et mode de vie. Dans les faits il convient donc que la majorité s'en souvienne, elle s'est construite pour donner une alternative au tyran, non pour en emprunter les manières de gouverner.

7. Expliquez sa conclusion.

Dans sa conclusion, Tocqueville rappelle qu'il est du devoir du citoyen de préserver la nature de la démocratie, il s'y engage personnellement, en rappelant son essence.